

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

du Conseil Municipal de la Commune de DOUCHY-LES-MINES

Date de la Convocation : 28 mai 2021

Date d'affichage : 28 mai 2021

OBJET :	Convention de mise à disposition de services de la médiathèque Max Pol Fouchet Avenant n°7
----------------	---

L'an deux mille vingt et un, le quatre juin, le Conseil Municipal de la Commune de Douchy-les Mines s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Michel VENIAT, Maire, suite à la convocation qui lui a été faite cinq jours à l'avance, laquelle convocation a été affichée à la porte de la Mairie conformément à la loi.

Présents :	Michel VENIAT, Alexandra PULLIAT, Romain MERVILLE, Régine GUILAIN, Francis WOJTOWICZ, Rossana CARLIER, André CROMBEZ, Danielle CHOTEAU, Daniel TISON, Catherine ESTAQUET, Dominique JOHN, Brigitte DUBOIS, Jean-Luc BALASSE, Bénédicte GOSSE, Yves PETIT, Patrick ZIATKOWSKI, Béatrice BOUDRY, Régis FASSART, Guillaume LECARPENTIER, Séga SOUMARE, Mathilde LARGILLET, Sami JOURNET, Michelle BLEUSE, Julien FRANQUET, Caroline VARLET, Cédric NOULIN, Virginie CARLIER
Absents ayant donné pouvoir :	Me CARBOULET a donné procuration à Me CHOTEAU Me EGELE a donné procuration à Me CHOTEAU Mr BRAHMA a donné procuration à Mr VENIAT Me KULCZYCKI a donné procuration à Mr LECARPENTIER Mr OMIETANSKI a donné procuration à Me VARLET
Absents :	Laurence SALVA
Secrétaire de séance :	Brigitte DUBOIS

Nombre de	En exercice :	33	Vote :	Pour :	32 / 32
Conseillers	Présents :	27		Contre :	0 / 32
Municipaux :	Votants :	27 + 5 procurations		Abstentions :	0 / 32

Présentation :

La médiathèque Max Pol Fouchet, pour rappel, a été reconnue d'intérêt communautaire par délibération du conseil communautaire du 17 décembre 2001. La première convention a été conclue le 9 mars 2004 entre la commune et la CAPH pour arrêter les modalités du transfert du bâtiment, des matériels et mobiliers à la CAPH.

Délibération :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L5211-4-1 II, relatif aux mises à disposition de services entre communes et EPCI,

Vu la convention de transfert entre la CAPH et la commune relative aux modalités de transfert de la médiathèque,

Vu la convention de mise à disposition de services entre la CAPH et la commune,

Vu les avenants 1 à 6 à la convention de mise à disposition de services de la médiathèque Max Pol Fouchet portant sur des modifications de mise à disposition de personnels,

Vu les mouvements de personnel durant l'année 2020,

Il convient de modifier l'état de l'effectif mis à disposition de la CAPH par voie d'avenant comme suit :

Nombre agents	Catégorie	Grade	Statut	Temps de travail Hebdo	Observations
1	C	Adjoint technique	TITULAIRE	120 h / mois	
1	C	Adjoint du Patrimoine Principal de 2ème classe	CONTRACTUEL	151,67 h / mois	Départ retraite 01/11/2020 et remplacement contractuel pour 1 an à compter du 02/01/2021
0	C	Adjoint du Patrimoine Principal de 2ème classe	TITULAIRE	151,67 h / mois	Non pourvu à janvier 2021
1	C	Adjoint du Patrimoine Principal de 1ère classe	TITULAIRE	151,67 h / mois	Avancement de grade au 01/12/2020
1	C	Adjoint du Patrimoine Principal de 2ème classe	TITULAIRE	121,33 h / mois	80 % au 01/01/2020
1	B	Assistant de conservation du Patrimoine	CONTRACTUEL	151,67 h / mois	Départ en retraite remplacé par contractuel du 01/11/2020 au 30/10/2021
1	B	Assistant de conservation Principal de 1ère classe	TITULAIRE	151,67 h / mois	
1	C	Adjoint technique	TITULAIRE	120 h / mois	
1	B	Assistant de conservation principal de 1ère classe	TITULAIRE	151,67 h / mois	

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE

Monsieur le Maire à signer l'avenant n°7 à la convention de mise à disposition de services de la médiathèque conclue entre la commune et la CAPH.

Fait et voté en séance les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,

Le Maire,



Michel VENIAT

Délibération rendue exécutoire

par sa transmission au représentant de l'Etat en date du

par sa publication en date du

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.